

 <p><b>GOUVERNEMENT</b> Liberté Egalité Fraternité</p>	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

### **Annexe de la rubrique 6 : auto-évaluation**

Globalement, le projet fait évoluer de manière limitée les règles en vigueur, ceci ayant des impacts limités sur l'environnement, ne générant aucun risque ou nuisance et n'ayant pas d'incidence notable sur les zones agricoles, naturelles et forestières.

En effet, les points principaux de la procédure de modification sont de :

- permettre le développement d'une activité artisanale et industrielle existante, en lien avec les objectifs du PADD de la commune (« conforter les activités et l'emploi » et notamment « répondre aux besoins d'accueil de petites activités artisanales ») et permettant d'assurer le maintien d'activités en milieu rural (sous-secteur Nhd) ;
- étendre de façon limitée un secteur Nh pour permettre de dégager des potentialités d'aménagement, d'extension ou d'annexe pour une construction existante, à proximité immédiate du bourg d'Yzeron.

Il s'agit également d'apporter quelques adaptations au règlement écrit, concernant les dispositions relatives aux toitures terrasses, à la zone U (et, plus spécifiquement au secteur Ud) et à la zone N, afin de préciser les règles des secteurs Nh et Nhd.

Pour rappel, la commune d'Yzeron est concernée par différents plans et dispositions qui témoignent d'une certaine sensibilité environnementale, patrimoniale et paysagère : loi Montagne, plans de prévention des risques naturels d'inondation (Yzeron et Garon), sites inscrits et classés (notamment le site de l'église d'Yzeron), servitude de protection des monuments historiques (ancienne église de Châteauvieux, etc.), espace naturel sensible (crêts boisés de l'Ouest lyonnais), zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 2 (ensemble fonctionnel formé par l'Yzeron et ses affluents) ou encore aléa de glissement de terrain.

Certaines de ces dispositions sont mentionnées dans le règlement du PLU : les règles et prescriptions qui s'imposent aux règles d'urbanisme sont rappelées, tandis que les plans qui valent servitude d'utilité publique sont annexés au plan local d'urbanisme.

Les points faisant l'objet de la présente modification (principalement la création d'un STECAL Nhd et l'extension d'un secteur Nh) sont concernés par certains de ces plans ou dispositions parmi lesquels : la loi Montagne, une ZNIEFF de type, un espace naturel sensible ou encore un secteur d'aléa faible de glissement de terrain.

Pour autant, l'impact des projets envisagés dans le cadre de la modification est très limité :

- l'extension du secteur Nh sur une surface limitée de 651 m<sup>2</sup> ne porterait pas préjudice aux espaces naturels forestiers ou agricoles de la commune : il s'agit de dégager des potentialités d'extension ou de construction d'annexe à proximité immédiate d'une construction existante, sous réserve ces contraintes naturelles, paysagères ou forestières identifiées ; la présence du périmètre dans une ZNIEFF et

un ENS n'est pas de nature à porter atteinte à l'environnement, considérant le caractère très limité de l'extension envisagée et la présence d'une construction existante ;

- la création d'un STECAL Nhd aurait un impact faible sur les espaces non artificialisés ; la présence du périmètre dans une ZNIEFF n'est pas de nature à porter atteinte à l'environnement, considérant la faible superficie du projet par ailleurs ; par ailleurs, des dispositions réglementaires précisent les modalités d'aménagement et de construction dans les secteurs concernés par l'aléa faible de glissement de terrain. De plus, le caractère des STECAL reste exceptionnel et les constructions y sont admises sous conditions, dont leur desserte par les réseaux et leur compatibilité avec l'environnement agricole, naturel ou forestier, d'où une attention portée à l'insertion paysagère des projets et à leur nature.

En revanche, la procédure n'a aucune incidence sur un site Natura 2000 ou sur d'autres périmètres de protection (arrêté de biotope, espace boisé classé, etc.) ou de risques (installations classées pour la protection de l'environnement, sols pollués, inondation, plans de prévention des risques miniers ou technologiques...).

Globalement, les incidences cumulées des projets sur l'environnement sont donc limitées, en lien avec leur faible superficie ; lorsqu'elles existent, elles sont cadrées par les prescriptions réglementaires existantes.

